



Résister, fuir ou s'engager ? Réactions sociales à la résurgence du M23 dans l'est de la République démocratique du Congo

Andreea Bianca Urs

Faculté d'Études Européennes
Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca, Roumanie
andreea.urs@ubbcluj.ro
<https://orcid.org/0000-0002-9197-1106>

Reçu le 10-11-2025 / Évalué le 25-11-2025 / Accepté le 12-12-2025

Résumé

En janvier 2025, l'offensive du M23 a intensifié le conflit dans l'est de la RDC, entraînant l'occupation de nouvelles zones et le déplacement de centaines de milliers de civils. Dans une année marquée par de multiples événements, cette étude qualitative examine la résilience et les réponses de la société congolaise face à la violence : initiatives collectives, gestes symboliques, solidarités locales, ainsi que stratégies de prudence ou de silence. Ces réactions révèlent la capacité des communautés à survivre au conflit tout en préservant leur dignité et en maintenant la cohésion sociale au cœur du chaos.

Mots-clés : RDC, conflit, militarisation, M23, Rwanda, résilience

Rezistență, fugă sau implicare ? Răspunsuri sociale la revenirea grupului M23 în estul Republicii Democrate Congo

Rezumat

În ianuarie 2025, ofensiva M23 a intensificat conflictul din estul RD Congo, ducând la ocuparea unor noi teritorii și la strămutarea a sute de mii de civili. Într-un an marcat de multiple evenimente, acest studiu calitativ analizează reziliența și reacțiile societății congoleze față de violență : inițiative colective, acțiuni simbolice, solidarități locale, precum și strategii de prudență sau tăcere. Aceste răspunsuri evidențiază capacitatea comunităților de a supraviețui conflictului, păstrându-și demnitatea și menținând coeziunea socială în mijlocul haosului.

Cuvinte cheie : RD Congo, conflict, militarizare, M23, Ruanda, reziliență

Resistance, Flight, or Engagement ? Social Responses to the Resurgence of the M23 in Eastern Democratic Republic of the Congo

Abstract

In January 2025, the M23 offensive intensified the conflict in eastern DRC, leading to the occupation of new areas and to the displacement of hundreds of thousands of civilians.

In a year marked by multiple events, this qualitative study examines the resilience and responses of the Congolese society to violence : collective initiatives, symbolic actions, local solidarities, as well as strategies of caution or silence. These reactions reveal the communities' capacity to endure the conflict while preserving dignity and maintaining social cohesion amid chaos.

Keywords : DRC, conflict, militarization, M23, Rwanda, resilience

Introduction

Les voix congolaises s'élèvent, dans un climat de guerre prolongée, pour dénoncer, survivre, ou s'engager. En janvier 2025, la reprise offensive du Mouvement armé du 23 Mars (M23) dans l'est de la République démocratique du Congo a marqué un tournant brutal dans le conflit, avec l'occupation de nouvelles zones, l'intensification des violences et le déplacement de centaines de milliers de civils. Si les analyses internationales insistent sur les enjeux géopolitiques et la responsabilité d'acteurs extérieurs, cet article propose de recentrer l'attention sur les réactions internes de la société congolaise. À travers une approche qualitative mêlant l'analyse de discours médiatiques, de publications en ligne, et des entretiens avec des jeunes activistes, des leaders communautaires et des membres de la société civile, cette étude explore la diversité des réponses sociales : mobilisations populaires, actions symboliques, auto-organisation humanitaire, mais aussi fatigue politique, colère rentrée ou silence stratégique.

Ces réactions révèlent une dynamique unique, nourrie par la mémoire des conflits passés, le rejet de l'inaction gouvernementale et la volonté de (re) construire un avenir commun au cœur du chaos. En interrogeant ces formes contemporaines de résistance, de repli ou d'invention sociale, l'article ambitionne de redonner toute leur place aux subjectivités congolaises dans la lecture d'un conflit souvent réduit à ses dimensions militaires et diplomatiques. Il s'agit de penser la guerre non seulement comme un affrontement d'intérêts, mais de mettre en lumière auprès du public les mécanismes sociaux des civils vivant les effets d'une violence chronique.

1. La dynamique congolaise, dans sa singularité

En 2025, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) continue de subir un cycle de violences répétées. Les analyses se multiplient, tout comme les études de cas qui tentent, chacune à sa manière, de décrypter ce qui est souvent qualifié de conflit le plus complexe au monde. La superposition de micro-conflits (Urs, 2024 : 66), parfois territoriaux, parfois identitaires ou économiques, génère une chaîne de réactions en cascade, aussi bien à l'échelle locale qu'au niveau international. La diaspora congolaise joue par ailleurs un rôle central dans la dénonciation des exactions, dans la mise en lumière des violences quotidiennes et dans l'accusation récurrente de l'impuissance du gouvernement. Dans ce contexte particulièrement fragmenté, comprendre véritablement la situation en RDC et produire une analyse pertinente exige de délimiter avec rigueur le champ d'observation. Il est essentiel de se concentrer sur un aspect spécifique de la société congolaise afin d'éviter toute forme de sur-généralisation et de pouvoir appréhender avec précision les mécanismes qui structurent les dynamiques de conflit et de résilience.

Depuis le début de l'année 2025, le mouvement M23, soutenu par le Rwanda et par la coalition Alliance Fleuve Congo (AFC), continue de consolider sa position militaire dans le Nord-Kivu, aggravant une crise humanitaire déjà profonde. Notons que l'Alliance Fleuve Congo (AFC) est une coalition politico-militaire créée en décembre 2023 en République démocratique du Congo. Elle regroupe des acteurs politiques et le groupe rebelle M23, actif dans l'est du pays. L'AFC se présente comme un mouvement visant à « refonder » l'État congolais et à restaurer sa souveraineté, mais elle est considérée par la communauté internationale comme une coalition rebelle déstabilisatrice. Ses dirigeants combinent stratégies politiques et actions militaires, et l'AFC a été sanctionnée par les États-Unis pour son rôle dans l'instabilité régionale. L'origine du M23 remonte au Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), un mouvement rebelle actif dans le Nord-Kivu dans les années 2000. En 2009, un accord de paix prévoyait l'intégration des combattants du CNDP au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), mais celui-ci est resté inappliqué. C'est en réaction à cet échec que d'anciens membres du CNDP ont créé, en 2012, le Mouvement du 23 Mars, en

référence à la date de l'accord non respecté. Après sa défaite militaire en 2013, le groupe s'est fait relativement discret pendant une décennie, avant de reprendre massivement les hostilités à partir de 2023.

Le 27 janvier 2025, la prise de Goma, capitale provinciale stratégique, a marqué une escalade majeure du conflit. Quelques semaines plus tard, la capture de Bukavu, dans le Sud-Kivu, a confirmé l'ampleur territoriale de l'avancée du groupe armé. En mars 2025, les rebelles ont également pris le contrôle de Walikale, un important site minier (*Le Monde*, 2025). Le M23 progresse plus rapidement que les insurrections précédentes venues de l'est pendant la première (1996-1997) et la deuxième guerre du Congo (1998-2003), avec la possibilité qu'il puisse tenter de marcher sur Kinshasa (Observer Research Foundation, 2025). Malgré la présence de 122 groupes armés, le conflit est essentiellement façonné par quelques acteurs majeurs. Bien que d'autres groupes soient responsables de massacres, actuellement toute l'attention du gouvernement et du public est concentrée sur la crise du M23. Nous avons montré dans des études précédentes comment le Mouvement du 23 Mars a développé une structure de gouvernance parallèle dans les territoires du Nord-Kivu (Urs, 2024 : 126), et cette étude renforce cet aspect en apportant des détails supplémentaires. Pour approfondir notre analyse, il convient de revenir sur plusieurs événements qui marquent le dernier chapitre de l'histoire congolaise, à savoir la crise du M23 :

2. La condamnation à mort de Joseph Kabila

Le 30 septembre 2025, la figure centrale de la politique congolaise, Joseph Kabila, a été condamnée à mort par contumace par la Haute Cour militaire de Kinshasa. Cette décision historique marque l'un des tournants judiciaires et politiques les plus spectaculaires de l'histoire récente de la RDC. L'ancien président, qui a dirigé le pays de 2001 à 2019, est accusé de *trahison*, de *crimes de guerre*, d'*association avec un mouvement insurrectionnel* et de *complicité présumée avec la rébellion du M23*, dont la résurgence a profondément déstabilisé l'est du pays (Rfi.fr, 2025). Le procès s'est déroulé en l'absence de Kabila, ce qui a conduit la justice congolaise à le juger par contumace. Les autorités l'accusent d'avoir soutenu le

Mouvement du 23 Mars. Les procureurs affirment que des réseaux politico-militaires proches de l'ancien régime auraient facilité la stratégie militaire du M23 afin de fragiliser l'administration de Félix Tshisekedi et de redessiner les rapports de force internes, dans l'hypothèse d'un futur repris de la direction du pays.

La sentence a immédiatement suscité des réactions contrastées. Pour une partie de la population congolaise, lassée par des décennies de violence, cette condamnation apparaît comme un geste symbolique fort, affirmant que même les plus hauts responsables de l'État peuvent être tenus pour responsables de leurs actes. À l'inverse, plusieurs observateurs, organisations de défense des droits humains et acteurs religieux, notamment la Conférence épiscopale nationale du Congo, se disent préoccupés par la politisation potentielle du procès et par les risques d'instrumentalisation judiciaire dans un contexte de fragilité institutionnelle (CENCO, 2025).

Par ailleurs, l'exécution de la peine semble hautement improbable. Joseph Kabila n'a pas été arrêté, et son lieu de résidence exact reste inconnu. Plusieurs capitales africaines et partenaires internationaux ont appelé à la retenue, soulignant l'importance d'une procédure transparente, équitable et respectueuse des normes internationales. Cette affaire éclaire les tensions profondes que traverse la RDC : rivalités entre élites politiques, crise sécuritaire persistante dans l'Est, défiance généralisée à l'égard des institutions et fragilité de l'État face aux groupes armés. Elle constitue également un révélateur des difficultés du pays à construire une justice transitionnelle crédible, capable de concilier exigence de vérité, impératif de justice et quête de stabilité nationale.

3. Les négociations de Doha sous l'égide de Donald Trump

Les offensives du M23, notamment la prise de Goma et de Bukavu en 2025, ont provoqué des déplacements massifs de populations et aggravé la crise humanitaire. La fragilité des institutions congolaises, combinée aux tensions transfrontalières avec le Rwanda, a rendu indispensable la mise en place d'un dialogue diplomatique afin de réduire les hostilités et de rétablir l'autorité de l'État dans les zones affectées. Dans ce contexte, la

communauté internationale a intensifié ses efforts de médiation, conduisant à la tenue de négociations de paix à Doha, au Qatar, avec l'appui des États-Unis et de l'Union africaine. Les premières rencontres ont eu lieu en mars 2025, réunissant les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagame sous la médiation qatarienne. Les parties ont déclaré leur engagement à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel. Plusieurs tours de négociation ont ensuite été organisés pour structurer un processus de paix global, impliquant le gouvernement congolais et le M23. Les autorités de RDC et le M23 ont signé en juillet à Doha une déclaration de principe en faveur d'un « cessez-le-feu permanent », à la suite d'un accord de paix conclu entre la RDC et le Rwanda fin juin à Washington (Jeune Afrique a, 2025). Au moment de la rédaction de cet article, les négociations sont toujours en cours et il n'y a pas encore de résultats concrets sur le terrain.

4. Tensions constantes avec le Rwanda voisin

Depuis la recrudescence des hostilités du M23 dans l'est de la RDC, les relations entre Kinshasa et Kigali se sont fortement détériorées. De nombreux rapports des Nations unies documentent l'implication directe du Rwanda dans le soutien logistique, militaire et financier aux rebelles du M23, ce qui constitue une violation de la souveraineté congolaise. La communauté internationale a exprimé son inquiétude face à cette situation. L'ONU, l'Union africaine et plusieurs États tiers ont condamné l'escalade des violences et encouragent des mesures diplomatiques et des sanctions ciblées contre les acteurs rwandais impliqués. Les rebelles du M23 apparaissent nettement mieux équipés et organisés que la majorité des autres groupes armés actifs dans la région, ce qui renforce leur capacité opérationnelle et accentue la vulnérabilité des populations locales. Le président rwandais Paul Kagame, tout en niant officiellement toute implication directe dans le conflit, insiste sur la nécessité d'un dialogue régional et de solutions collaboratives pour la stabilité des Grands Lacs. Cette posture ambiguë contraste avec les preuves accumulées par les organisations internationales sur le rôle actif du Rwanda dans le soutien au M23. La Belgique a critiqué le Rwanda sur sa politique concernant l'est de la RDC, considérant que le Rwanda soutenait le groupe armé M23.

En réponse, le Rwanda a rompu les relations diplomatiques avec la Belgique, accusant Bruxelles de « tentatives néocoloniales » et de vouloir déstabiliser le pays et la région. Cette escalade diplomatique s'est produite après que la Belgique avait joué un rôle clé dans l'adoption de sanctions de l'Union européenne contre des fonctionnaires rwandais dans le contexte de cette crise (Jeune Afrique d, 2025).

5. Résister, fuir ou s'engager ? Réactions sociales à la résurgence du M23 dans l'est de la République démocratique du Congo

En dépit de la complexité remarquable du contexte, cette étude se propose de recentrer l'analyse sur la résilience du peuple congolais et sur la manière dont celui-ci, au fil du temps, est devenu non seulement un acteur essentiel, mais également l'un des principaux artisans de la nouvelle histoire du pays. L'impact massif sur les réseaux sociaux, les actions de sensibilisation, les formes d'aide, qu'elles soient financières ou locales, les stratégies de résistance ou, tout simplement, le refus de disparaître constituent autant de réalités sociales particulièrement révélatrices, dont l'analyse s'avère indispensable pour compléter le tableau congolais. La résilience congolaise ne se lit pas uniquement dans les rapports officiels, mais s'observe avant tout dans les pratiques quotidiennes des habitants. Elle se manifeste comme un phénomène pluriel, enraciné dans les solidarités locales, les économies informelles, les structures familiales élargies et les réseaux transnationaux qui relient les communautés à la diaspora et aux acteurs internationaux. La société congolaise illustre ainsi une capacité remarquable à mobiliser ressources, réseaux et traditions pour maintenir une forme de stabilité sociale et continuer à résister, même dans un contexte de violence extrême. En ce qui concerne la méthodologie, cette étude repose sur une approche qualitative, fondée sur l'analyse du discours et des sources secondaires : rapports humanitaires, articles de presse, études de cas documentant la vie quotidienne dans les zones affectées par le conflit. L'objectif est de comprendre comment la société congolaise transforme la souffrance en pratiques de résistance et de résilience, à la fois locales et transnationales. Les dynamiques de changement, d'évolution et de mobilité au sein de la population congolaise

ont constamment été analysées par la littérature spécialisée, qui souligne depuis longtemps la complexité et la continuité de ces transformations (Vlassenroot, Raeymaekers, 2004 : 20).

Cette section vise à analyser brièvement les réactions des populations dans les environs de la ville de Goma. Nous examinerons la gouvernance parallèle instaurée par le M23, telle qu'elle est perçue par les Congolais, dont les réactions varient considérablement. Nous avons utilisé les récits publiés par *The New Humanitarian* pour mener cette analyse.

Nous commencerons par souligner que la mobilisation armée joue un rôle important, surtout parmi les jeunes, dans un contexte où les objectifs semblent ne pouvoir être atteints que par la force. Ainsi, la formation des groupes *Wazalendo* apparaît également comme une réponse à cette crise : une forme de résistance portée par des jeunes désireux de se défendre face à la menace rebelle. Notons que *Wazalendo* signifie « patriotes » en swahili. Dans ce contexte, *wazalendo* signifie groupe de résidence contre la menace rebelle. Néanmoins, il ne faut pas oublier que la formation de ces micro-groupes a été directement encouragée par le président lui-même. Le Monde note que les autorités congolaises ont contribué à renforcer le sentiment national : en novembre 2022, Félix Tshisekedi a exhorté la population à constituer des « groupes de vigilance contre les velléités expansionnistes » du M23, qui menaçait alors de s'emparer de Goma. La jeunesse a également été encouragée à revêtir l'uniforme. Depuis lors, selon Kinshasa, près de 40 000 nouvelles recrues ont rejoint les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) (*Le Monde*, 2023).

Secondement, à côté de la militarisation croissante, la dimension humanitaire de la crise s'avère tout aussi cruciale. Depuis début 2025, près d'un million de Congolais ont été contraints de retourner dans leurs villages de l'est de la RDC après la prise de contrôle de Goma par le groupe rebelle. Les habitants ont quitté les camps de déplacés sous un ultimatum de 72 heures, retrouvant leurs maisons souvent détruites ou pillées (Ground Truth Solutions, 2025). Bien que certains considèrent le retour comme préférable à la vie dans les camps, la majorité vit dans des conditions extrêmement précaires, avec des infrastructures endommagées, des terres agricoles dangereuses à cause des munitions non explosées et un accès

limité aux services essentiels. Les violences, intimidations et contrôles exercés par le M23 persistent, affectant profondément la sécurité et le bien-être psychologique des populations locales (The New Humanitarian a – 2025). La population locale du Sud Lubero (Nord Kivu) vit sous un régime de domination marqué par la peur, la surveillance et les abus. Les jeunes hommes sont régulièrement accusés d'appartenir aux milices pro-gouvernementales dites *Wazalendo*, beaucoup ont été arrêtés, exécutés ou portés disparus. Les civils sont contraints d'effectuer des travaux forcés sous le prétexte de la « salongo », une pratique communautaire détournée par les rebelles : ils construisent des abris pour les combattants, transportent du matériel militaire ou du bois, sous peine d'amende, de torture ou d'emprisonnement (The New Humanitarian – b, 2025). *The New Humanitarian* a relayé les témoignages, décrivant une situation d'urgence chronique. Au milieu de cette peur, la défiance s'exprime par de petits actes courageux. Dans une église du village, lors de la messe de confirmation des jeunes, un officier rebelle demanda aux enfants : « Vous aimez-vous ? » Tous crièrent en chœur : « Non ! » (The New Humanitarian – b, 2025). Les rebelles menacèrent d'interdire totalement les rassemblements de jeunesse. Pourtant, le prêtre resta ferme, contestant leur ingérence et trouvant des moyens de maintenir la communauté unie. Ces gestes, bien que risqués, donnent aux habitants le sentiment qu'ils ne sont pas complètement réduits au silence.

Les écoles et les structures de santé sont dévastées, les enseignants ne perçoivent plus leurs salaires et les hôpitaux manquent cruellement de médicaments. Les organisations locales et internationales font face à d'énormes difficultés d'accès, tandis que la population tente de survivre grâce à des réseaux d'entraide fragiles. Malgré ce climat de terreur, des gestes de résistance civile persistent : dans une église, de jeunes fidèles ont refusé de répondre à l'appel d'un chef rebelle, et un prêtre a défié l'interdiction des offices religieux. Ces actes, bien que symboliques, témoignent d'une volonté collective de ne pas céder totalement à l'oppression. Le cas du Sud-Lubero illustre parfaitement la complexité du conflit congolais : une domination territoriale appuyée sur la peur, la désintégration des institutions publiques, et la résilience silencieuse d'une population abandonnée (The New Humanitarian – b, 2025). Alors que la

population combat, résiste, s'enfuit ou disparaît purement et simplement, le groupe rebelle étend massivement sa gouvernance parallèle, en recrutant non seulement des combattants, mais également des magistrats et du personnel administratif (Jeune Afrique – b, 2025).

Toujours dans *The New Humanitarian*, le cas de Walikale est également attentivement présenté. Comme le souligne Richmond, la résilience sociale dans les zones de conflit repose autant sur la capacité des communautés à survivre que sur leur aptitude à maintenir et reconstruire le tissu social (Richmond, 2014) et c'est surtout à travers des exemples concrets que ce phénomène peut être le mieux compris. À Walikale, l'air est lourd de peur, la vie est devenue un choix entre soumission et survie et le prix du refus peut être la mort. Les hommes sont convoqués par le M23 pour transporter du bois, aller chercher de l'eau, creuser des tranchées pour les armes et construire des camps militaires. Les ordres ne viennent pas du village, mais d'étrangers armés qui revendiquent désormais la terre. Ils disent : « Nous sommes devenus leurs travailleurs. » Dans les villages situés entre Kashebere et Kibati, au lieu de récolter leurs cultures, les hommes creusent désormais des tranchées ou transportent des fournitures militaires. Ceux qui refusent, ou qui ne se présentent pas, disparaissent. Les arrestations se font sans explication, les procès n'existent pas, comme un véritable gouvernement privé indirect (Urs, 2024 : 156). Certains sont emprisonnés dans des fosses remplies d'eau, torturés. Beaucoup de détenus ne sont jamais revus : leurs familles pensent qu'ils ont été tués ou enrôlés de force dans la rébellion (The New Humanitarian c, 2025). Les hommes qui fuient les zones de conflit voisines finissent souvent par effectuer des travaux pénibles en échange de maigres repas. Un père de sept enfants a confié : parfois le travail ne correspond même pas à la nourriture reçue, mais avec des enfants affamés, il n'a pas le choix. Et il y a les morts : un homme déplacé a été tué en essayant de récolter des cultures pendant un moment de répit dans les combats ; son corps a été retrouvé plus tard dans un étang à poissons. Sa femme a fui le village en espérant trouver la sécurité, mais est revenue avec le deuil et la perte. Pourtant, au milieu du désespoir, des lueurs de solidarité subsistent. Certains villageois, même lorsqu'ils sont eux-mêmes en difficulté, ouvrent leurs maisons aux personnes fuyant la violence d'autres territoires. À Kashebere, un habitant

a déclaré : « Nous acceptons de souffrir ensemble », en accueillant des familles déplacées malgré leurs propres peurs (The New Humanitarian c, 2025).

Le concept de résilience s'est progressivement transformé dans la littérature de spécialité. Il s'est d'abord attaché à expliquer la capacité des systèmes écologiques à maintenir leurs fonctions malgré des changements continus. Par la suite, il s'est élargi à l'étude des systèmes socio-écologiques, en mettant l'accent sur l'adaptation des sociétés humaines à leur environnement. Plus récemment, la notion a été réorientée vers un enjeu central : la transformation sociale face aux dynamiques du changement global. Cette évolution révèle les trois dimensions essentielles de la résilience : la persistance, l'adaptation et la transformation (Keck, Sakdapolrak, 2013 : 6). Après tous ces exemples, nous constatons que la résilience sociale revêt une signification toute particulière dans le cas congolais et qu'elle est ancrée dans une violence multiple chronique.

La résilience congolaise ne s'exprime pas seulement à l'intérieur du pays, elle a aussi une dimension transnationale, portée par la diaspora congolaise, très active en Europe, en Amérique du Nord et dans les pays voisins de la région des Grands Lacs. Face aux violences dans l'est du Congo, cette diaspora joue un rôle multiple. D'abord, un rôle politique et médiatique : elle dénonce les atrocités commises par le M23 et attire l'attention de la communauté internationale à travers des manifestations, des pétitions et des campagnes sur les réseaux sociaux. La plateforme *Parlons du Congo* en est un exemple pertinent. Ces mobilisations contribuent à rompre le silence qui entoure souvent les crises africaines et à rendre visibles les voix congolaises dans l'espace public global. Ensuite, un rôle numérique est nécessaire à mentionner : les membres de la diaspora utilisent les plateformes citoyennes, les blogs, *WhatsApp*, *X* (ancien *Twitter*) ou *Instagram* pour diffuser des images, des témoignages et des informations vérifiées en temps réel. Ce travail de documentation collective crée une mémoire numérique du conflit, et constitue une forme de résistance face à la désinformation. Mais la diaspora n'agit pas seulement sur le plan virtuel-symbolique. Elle contribue aussi concrètement au soutien des populations locales : à travers des associations transnationales, des collectes de fonds et des transferts financiers, visant l'éducation, l'aide

humanitaire et parfois la reconstruction de villages détruits (Demac, 2025). Par ailleurs, de nombreuses mobilisations publiques visent à sensibiliser les grandes villes aux atrocités commises dans les provinces orientales. Les réseaux transnationaux de la diaspora participent ainsi à l'émergence d'une véritable économie de la solidarité, qui s'articule en complémentarité avec l'aide internationale. Toutefois, cette visibilité accrue n'est pas dépourvue d'ambiguïtés : certaines prises de position issues de la diaspora *pourraient être perçues*, au niveau local, comme distantes des réalités du terrain ou susceptibles de raviver des clivages politiques. Dès lors, une tension structurelle s'installe entre l'amplification internationale du discours et les risques que cette exposition fait peser sur les acteurs locaux. En somme, la diaspora congolaise incarne une forme de résilience transnationale, à la fois numérique, politique et humanitaire, constituant un relais essentiel entre un Congo profondément meurtri et la scène mondiale, où les dynamiques de résistance se prolongent à distance, mais avec une intensité comparable.

L'étude de cette crise met en évidence que la résilience sociale se déploie simultanément à l'échelle locale et transnationale. Les populations, la diaspora et les organisations internationales constituent un écosystème imbriqué de soutien, d'adaptation et de résistance. Comme le souligne Chandler, la résilience ne doit pas être envisagée uniquement comme une capacité individuelle ou communautaire, mais comme un cadre relationnel et interactif façonné par des structures politiques, sécuritaires et internationales (Chandler, 2014 : 35). Comprendre ces dynamiques requiert ainsi une approche intégrée, mobilisant l'analyse politique, l'analyse du discours, les théories critiques de la résilience et une observation ethnographique fine, afin de saisir la complexité des pratiques quotidiennes. Une telle perspective permet de reconnaître la continuité des efforts de résistance et d'adaptation entrepris par les communautés, malgré la persistance des violences et l'instabilité structurelle.

Conclusions

L'année 2025 a débuté par une série d'événements néfastes qui ont touché la population et ont engendré une mobilisation intense à tous les

niveaux. Ce n'est pas seulement la population qui s'est mobilisée, qui lutte, qui fuit, qui refuse de disparaître, mais aussi la classe politique et surtout l'opposition. De nouvelles alliances se brisent et se forment, en soutien ou en boycottage massif de la manière dont le pouvoir central gère la situation à l'est. Les événements mentionnés dans les pages précédentes sont étroitement liés à des événements des années précédentes et doivent être interprétés en conséquence. Malgré l'incapacité persistante de l'État à assurer la protection des civils et la domination croissante du M23, les populations congolaises font preuve d'une résilience remarquable. Elles développent des stratégies d'adaptation face aux restrictions imposées sur les routes commerciales, la circulation des biens et la vie quotidienne, tout en maintenant des réseaux familiaux, sociaux et communautaires essentiels. Les fermetures d'écoles, les violences sexuelles et les séparations familiales n'empêchent pas les communautés de préserver des formes de solidarité et de résistance culturelle. En négociant et en contournant les logiques de pouvoir parallèle, la société congolaise démontre sa capacité à survivre et à maintenir une cohésion sociale, malgré un contexte de violence structurelle et de militarisation accrue. La crise du M23 a révélé la résilience du peuple congolais. Elle apparaît comme un phénomène pluriel, profondément enraciné dans les solidarités locales, les économies informelles, les structures familiales étendues et les réseaux transnationaux qui relient les communautés à la diaspora et aux acteurs internationaux. La société congolaise illustre ainsi une capacité remarquable à mobiliser ressources, réseaux et traditions pour maintenir une stabilité sociale relative et continuer à résister, même dans un contexte de fragilité étatique extrême. Cette résilience demeure toutefois ambivalente : oscillant entre adaptation pragmatique et résistance politique, elle peut se réduire à un simple mécanisme de survie lorsque les réponses institutionnelles restent insuffisantes ou que les violences persistent sous des formes évolutives. Dépourvue de soutien structurel, elle tend alors à renforcer l'endurance des populations plutôt qu'à permettre une transformation profonde des rapports de pouvoir ou des conditions de vie. La résurgence du mouvement M23 dans l'Est de la République démocratique du Congo a ravivé des formes renouvelées de mobilisation nationale et transnationale, contribuant à recomposer les identités, les

solidarités et les stratégies d'autoprotection. Habitants, réseaux diasporiques et organisations internationales forment aujourd'hui un écosystème complexe où se conjuguent soutien humanitaire, initiatives communautaires, innovations socio-économiques et formes de contestation. Comprendre ces dynamiques exige une approche intégrée combinant analyse politique, analyse du discours, théorie de la résilience et méthodes ethnographiques. Cette perspective permet de saisir non seulement la capacité des populations à absorber et à contourner les chocs, mais aussi leurs efforts constants pour résister, négocier et transformer, malgré les défis persistants. C'est à cette intersection entre survie quotidienne, pratiques de résistance et horizons d'espoir que se construit véritablement la résilience congolaise contemporaine. La dynamique du conflit montre que la violence produit ses propres prolongements : l'émergence de groupes d'autodéfense et de résistance locale face à la rébellion illustre clairement ce mécanisme de reproduction et d'escalade. L'ensemble des dynamiques observées dans l'est de la République démocratique du Congo met en évidence l'impératif d'une pacification rapide et structurelle de la région. La prolongation des hostilités, l'intensification des déplacements forcés et la fragmentation des espaces de gouvernance soulignent la nécessité d'une action coordonnée, fondée sur des mécanismes de sécurité crédibles et sur une diplomatie régionale renouvelée. Au-delà des configurations politico-militaires, un constat demeure constant dans tous les témoignages recueillis : les populations locales aspirent avant tout à la paix. Cette demande, profondément ancrée dans l'expérience quotidienne de la violence, exprime non seulement le refus de la guerre, mais également la volonté de rétablir des conditions de vie minimales, de mobilité, d'éducation et d'accès aux ressources. Dans cette perspective, l'accélération des efforts de pacification n'est pas simplement une recommandation normative, mais une exigence analytique découlant de la réalité empirique du terrain. Répondre aux attentes des habitants signifie reconnaître que la stabilité durable de la région ne peut être envisagée sans placer leurs besoins, leurs vulnérabilités et leurs capacités d'action au centre des dispositifs politico-sécuritaires.

Bibliographie

CENCO. 2025. Déclaration de la CENCO sur l'application de la peine de mort en RDC. 4 octobre. [En ligne] : <https://cencordc.org/index.php/messages-des-eveques/553-declaration-de-la-cenco-sur-l-application-de-la-peine-de-mort-en-rdc> [consulté le 15 octobre 2025].

Chandler, D. 2014. *Resilience. The Governance of Complexity*. London : Routledge.

DEMAC, 2025. « La Diaspora en Action : Les communautés Congolaises à l'étranger réagissent à la crise dans l'est de la RDC ». 2025. [En ligne] : <https://demac.org/community-news/2025/09/revue-en-temps-reel-de-la-republique-democratique-du-congo-2025> [consulté le 15 septembre 2025].

Ground Truth Solutions. 2025. « Les communautés sous pression : Perceptions dans l'est de la RDC ». [En ligne] : <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/les-communautes-sous-pression-perceptions-dans-lest-de-la-rdc-septembre-2025> [consulté le 10 septembre 2025].

Jeune Afrique a. 2025 « Est de la RDC : plus de 18 personnes tuées par des rebelles ADF ». 16 novembre. [En ligne] : <https://www.jeuneafrique.com/1740509/politique/est-de-la-rdc-plus-de-18-personnes-tuees-par-des-rebelles-adf/> [consulté le 27 septembre 2025].

Jeune Afrique b. 2025. « Est de la RDC : de Washington à Doha, des médiations sous la pression de Trump ». [En ligne] : <https://www.jeuneafrique.com/1734331/politique/est-de-la-rdc-de-washington-a-doha-des-mediations-sous-la-pression-de-trump/> [consulté le 30 octobre 2025].

Jeune Afrique c. 2025 « RDC : le M23 recrute des magistrats dans l'Est ». [En ligne] : <https://www.jeuneafrique.com/1737074/politique/rdc-le-m23-recrute-des-magistrats-dans-lest/> [consulté le 27 novembre 2025].

Jeune Afrique d. 2025. « Est de la RDC : la Belgique est « totalement en désaccord » avec la politique du Rwanda » [En ligne] : <https://www.jeuneafrique.com/1683304/politique/est-de-la-rdc-la-belgique-est-totalement-en-desaccord-avec-la-politique-du-rwanda/> [consulté le 10 septembre 2025].

Keck, M., Sakdapolrak, P. 2013. « What Is Social Resilience ? Lessons Learned and Ways Forward ». *Erdkunde*, n° 67, p. 5-19.

Le Monde. 2023. « Les « wazalendo », des « patriotes » en guerre dans l'est de la RDC ». 13 décembre. [En ligne] : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/13/les-wazalendo-des-patriotes-en-guerre-dans-l-est-de-la-rdc_6205635_3212.html [consulté le 10 septembre 2025].

Le Monde. 2025. « En RDC, le M23 s'empare de Walikale, chef-lieu d'une importante zone minière ». 2025. 20 mars. [En ligne] : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/20/en-rdc-le-m23-s-empare-de-walikale-chef-lieu-d-une-importante-zone-mini%C3%A8re_6583828_3212.html [consulté le 30 septembre 2025].

Observer Research Foundation. 2025. « The Battle for Congo : M23 Rebels Advance towards Kinshasa ». [En ligne] : <https://www.orfonline.org/expert-speak/the-battle-for-congo-m23-rebels-advance-towards-kinshasa> [consulté le 30 mai 2025].

Parlons du Congo. 2025. [En ligne] : <https://podcasts.apple.com/fr/podcast/parlons-du-congo/id1809536410> [consulté le 30 octobre 2025].

RFI. 2025. « RDC : l'ex-président Joseph Kabila condamné à la peine de mort ». 2025. 30 septembre. [En ligne] : <https://urls.fr/ak496V> [consulté le 13 octobre 2025].

Richmond, O. P. 2014. *Failed Statebuilding : Intervention, the State, and the Dynamics of Peace Formation*. New Haven: Yale University Press.

The New Humanitarian a. 2025. « Back to ruins: The displaced Congolese forced home by M23 rebels ». 6 juillet. [En ligne] : <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2025/07/09/displaced-drc-congolese-forced-home-m23-rebels> [consulté le 4 septembre 2025].

The New Humanitarian b. 2025. « The M23 takeover, part 2: Congolese describe domination and defiance in south Lubero ». [En ligne] : <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2025/10/06/m23-takeover-part-2-congolese-describe-domination-and-defiance-south-lubero> [consulté le 30 octobre 2025].

The New Humanitarian c. 2025. « The M23 takeover, part 1: In DR Congo's Walikale, forced labour and fears of arrest ». [En ligne] : <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2025/10/01/m23-takeover-part-one-drc-walikale-forced-labour-and-fears-arrest> [consulté le 30 octobre 2025].

Urs, A. B. 2024. *À l'Est, rien de nouveau ! La gouvernance des groupes armés dans deux provinces du Congo démocratique*. Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, coll. « Afrika ».

Vlassenroot, K., Raeymaekers, T. 2004. *Conflit et Transformation Sociale à l'est de la RDC*. Ghent : Academia Press.



© Synergies Roumanie, n° 20, Année 2025.

Revue du GERFLINT

<https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb427223778>

Bibliothèque nationale de France -Novembre 2025 -

Éléments sous droits d'auteur.

<https://gerflint.fr/>

<https://gerflint.fr/synergies-roumanie>

